

CORRIGENDUM A LA NOTE DE TRANSMISSION

du Praesidium
à la Convention

Objet : Projet de Constitution, Volume II
- Projet de texte des Parties II, III et IV

1. L'article III-163 à la page 95 devrait se lire comme suit (nouveau littera d)):

Article III-1 (ex Article 12)

1. L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans les États membres, ainsi qu'une prévention et une lutte renforcée contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains.

2. À cette fin, la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures dans les domaines suivants:

- a) les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant la délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;
- b) la définition des droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres États membres;
- c) l'immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;
- d) lutte contre la traite d'êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

3. L'Union peut conclure avec des pays tiers des accords visant la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

4. La loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures visant l'encouragement et l'appui de l'action des États membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

2. **L'article III-230 à la page 138 devrait se lire comme suit (dernière phrase modifiée):**

Article III-230 (ex Article 193)

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart des membres qui le composent, constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées dans la Constitution à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée.

L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport.

Une loi européenne du Parlement européen, adoptée sur sa propre initiative, fixe les modalités d'exercice du droit d'enquête. Le Parlement européen statue après approbation du Conseil et de la Commission.
